



CONCOURS EBS 2008

ENTREE PARALLELE

EPREUVE DE SYNTHÈSE DE TEXTES

Cadre à remplir par le candidat

Numéro du candidat :

Session du :

Cadre réservé à l'administration

Note /20 :

Commentaire

Le dossier est composé des documents suivants :

1. *En 2100, la mer pourrait être quatre fois plus haute que prévue*, Le Figaro du 27/12/07
2. *La hausse des océans menace le littoral français*, Le Figaro du 27/12/07
3. *Dans l'arctique, le réchauffement a des effets plus forts que prévus*, Le Monde du 14/12/07
4. *La négociation mondiale s'est amorcée*, Le Monde Bilan 2007
5. *Réchauffement planétaire : la famine menacerait l'Afrique et l'Asie du sud*, AFP, 04/02/08

Nota Bene : Aucun document ne doit sortir de la salle d'examen. Vous devez remettre l'ensemble du dossier sous peine d'annulation de l'épreuve.

« Le changement climatique : quelles menaces ? »

Prenant acte de la réalité du réchauffement climatique dans la décennie 90, et de la responsabilité humaine dans ces dérèglements, les dirigeants politiques ont initié une politique de lutte contre le réchauffement de la planète. Le protocole de Kyoto, qui est entré en vigueur en février 2005, est l'exemple le plus actuel d'une stratégie de réduction des gaz à effet de serre. Cette politique n'est toutefois pas sans diviser les pays industrialisés, peu enclins à remettre en cause leur modèle de croissance, et les pays du sud inquiets pour leurs projets de développement.



Après une lecture attentive et approfondie des documents, vous en ferez une synthèse structurée. Aucune synthèse ne doit excéder quatre pages.

Votre travail consiste à :

- Dégager l'idée générale commune aux différents textes et la problématique, qu'elle soit ou non explicitement formulée dans chacun d'entre eux.
- Organiser de façon synthétique la confrontation des thèses en présence, en nommant à chaque fois les auteurs.
- Tout travail de synthèse est centré sur l'exposé et la mise en relation des idées des différents textes. Il exclut toute idée personnelle.

Nota bene :

Votre maîtrise de l'expression écrite (orthographe, syntaxe) et votre aptitude à employer un vocabulaire précis et adéquat font partie des éléments d'appréciation.

Conseils

Pour vous aider, nous vous conseillons de procéder ainsi :

- Au brouillon, faites une colonne par texte.
- Pour chaque texte, notez les idées essentielles et les articulations logiques importantes. Soyez attentifs aux connecteurs.
- Sélectionnez et regroupez les informations essentielles.
- Dégagez l'idée générale commune aux textes.
- Problématisez.
- Confrontez les thèses essentielles. Attention : il ne s'agit pas forcément de thèses opposées. Elles peuvent être complémentaires.
- Ne faites surtout pas un résumé de chaque document (erreur la plus répandue).
- Rattachez chaque thèse à son auteur par souci de précision et de cohérence.
- Ne donnez pas votre avis personnel. Toute prise de position personnelle est à exclure.

Nous vous souhaitons bon courage et de réussir le concours.

La hausse des océans menace le littoral français

CLIMAT

Une montée prévisible de plus d'un mètre soixante du niveau des océans au cours du XXI^e siècle augmente les risques d'inondation sur le littoral français.

LA GRANDE crainte d'une partie de la communauté scientifique semble se vérifier: la fonte des glaces du Groenland s'accélère et pourrait avoir un impact majeur sur la hausse du niveau des mers. L'étude publiée ce week end dans la revue *Nature Geoscience* explique que la hausse des océans au cours du XXI^e siècle pourrait atteindre 1,60 m! (voir article ci-dessous). C'est bien plus que la fourchette précédente de 18 à 58 cm au cours du siècle.

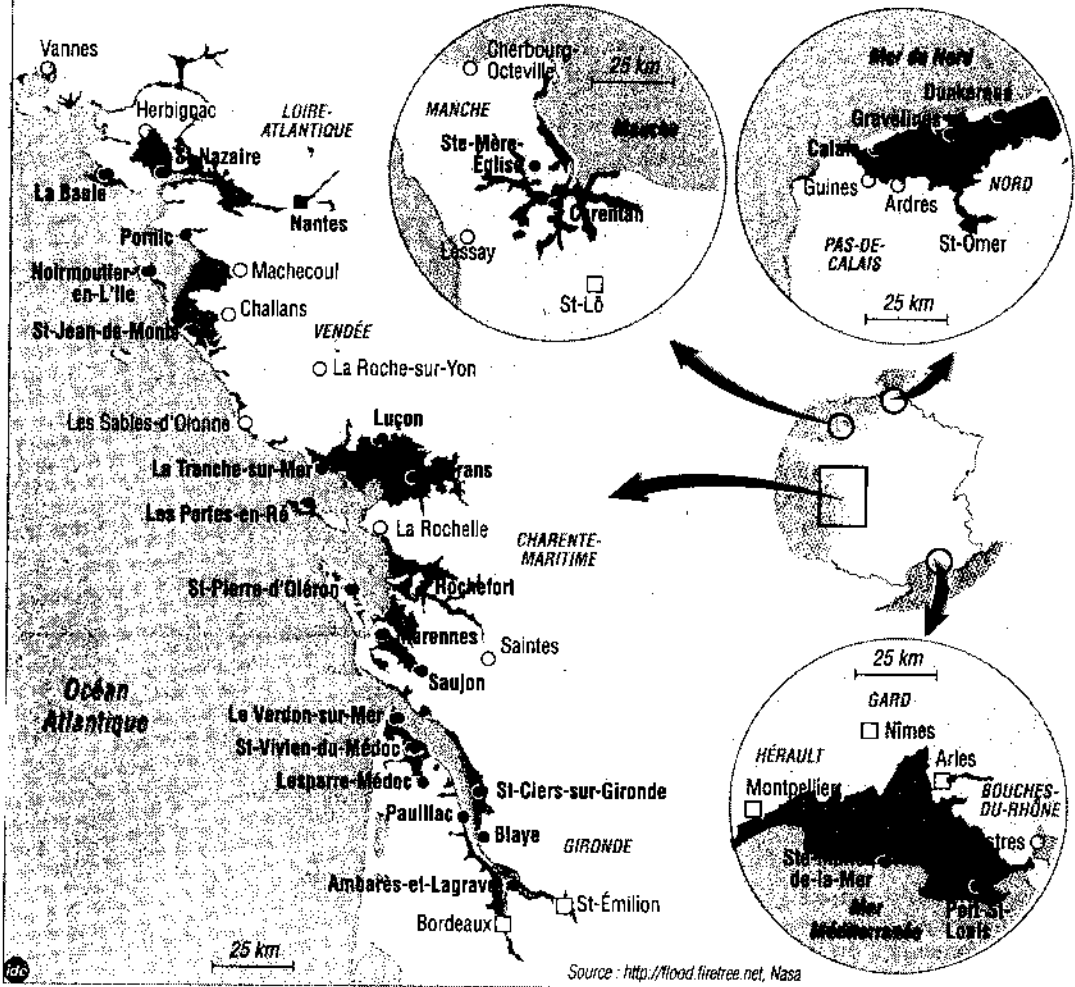
Un tel changement d'ordre de grandeur dans l'élévation des mers remet en cause toutes les prévisions et les études de vulnérabilité

du littoral français. Les risques sont nombreux, et ne se limitent pas au phénomène le plus spectaculaire, à savoir l'inondation permanente des terrains par l'eau salée. Il faut aussi compter sur «une accélération de l'érosion sur les falaises et les plages, au renforcement de la salinisation des estuaires et à la réduction du volume des nappes phréatiques d'eau douce», selon un rapport de Roland Paskoff, professeur émérite à l'université Lumière de Lyon, pour la mission interministérielle de l'effet de serre.

Les zones à risques - des terrains à la fois bas et proches des côtes -, sont déjà connues, ce sont les deltas de fleuves, les littoraux à lagunes et les marais maritimes. Du nord au sud, ce sont les côtes du Pas-de-Calais, du Cotentin, de la Loire-Atlantique, de la Vendée, de la Charente Maritime, de la Gironde et enfin de la Camargue (voir carte ci-dessus). Des régions pour lesquelles le littoral est un

Doc. 2

Principales zones à risques et communes concernées en cas de montée des eaux (Hypothèse : hausse de 2 mètres d'ici à 2100)



des baisses allant jusqu'à 2 cm par an! La très grande complexité du phénomène fait que l'on est aujourd'hui incapable de faire des prévisions fiables à l'échelle des systèmes côtiers.

« Des défenses efficaces »

La situation est encore compliquée par le fait que les terrains bas ne se comportent pas tous de la même manière face à la montée des eaux. Les marais de Charente ou la baie de Somme par exemple, pourtant proches du niveau de la mer, semblent insensibles à l'élévation de la mer, grâce à d'importants apports en sédiments qui les consolident.

En revanche, la situation est moins rose en Camargue, où les apports de vase par le Rhône sont inexistantes à cause des digues construites le long du fleuve, et ne peuvent compenser le lent enfoncement du sol. « Mais je ne peux pas imaginer que la Camargue puisse se retrouver totalement immergée, avec de l'eau jusqu'à Arles, qui est à 3 mètres d'altitude, car heureusement il existe des défenses efficaces contre les attaques marines, sous la forme de cordons de dunes, explique Mireille Provanal, du Centre européen de recherche et d'enseignement des géosciences de l'environnement (Cerege) à Aix-en-Provence. Sous l'assaut des vagues pendant une tempête, ces dunes reculent, mais finissent par se reformer un peu plus loin, pour assurer une nouvelle défense. » En l'absence de dunes, de nouvelles digues vont devoir être construites.

CYRILLE VANLERBERGHE

important enjeu touristique. Mais la simple consultation des courbes de niveau sur une carte ne suffit pas pour dire que telle ou telle région sera submergée par les eaux. La situation est bien plus

complexe : « Quand on mesure aujourd'hui une hausse moyenne de 3 mm par an pour l'ensemble des océans de la planète, on constate en fait que les variations sont extrêmement importantes selon les régions,

explique Anny Cazenave du Centre national d'études spatiales (Cnes), l'une des meilleures spécialistes au monde pour la mesure du niveau des océans par satellite. On observe même par endroits des hausses ou

Doc. 2 (suite)

Dans l'Arctique, le réchauffement a des effets plus forts que prévu

Selon des glaciologues, la réduction accélérée de la calotte du Groenland devrait provoquer une élévation du niveau des mers supérieure aux projections du GIEC

SAN FRANCISCO (Californie)
ENVOYÉ SPÉCIAL

Les prévisions du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur l'élévation du niveau des mers seraient à revoir, selon de nombreux glaciologues présents au congrès d'automne de l'American Geophysical Union (AGU), qui se tient à San Francisco (Californie) jusqu'au vendredi 14 décembre. En cause : la rapidité imprévue du réchauffement des hautes latitudes.

D'après des résultats présentés par Marco Tedesco (NASA, université du Maryland), l'été 2007 a vu tomber tous les records de fonte du Groenland. La surface de la calotte glaciaire ayant fondu au-dessus de 2 000 m d'altitude est supérieure de 150 % à la moyenne mesurée entre 1988 et 2006. Au-dessous de 2000 m, cet écart à la moyenne a été de 30 %. Le nombre de jour-

nées pendant lesquelles fond la calotte a été supérieur à la moyenne de vingt-cinq à trente jours, selon les régions.

Ces chiffres vont de pair avec les récentes mesures de la couverture estivale de la banquise, exceptionnellement réduite cette année (*Le Monde* du 19 septembre), ainsi qu'avec les relevés concernant l'océan Arctique, qui montrent, au nord de l'Alaska et au large de la Sibérie orientale, « une température des eaux de surface supérieure de 3,5 °C à la moyenne et supérieure de 1,5 °C au maximum historique », selon Michael Steele (université de Washington).

Ce réchauffement d'une ampleur inattendue de l'Arctique ainsi que la fonte de la calotte favorisent un phénomène récemment identifié : le « glissement » des glaciers. « Au sommet de la calotte, des lacs de dégel se forment ; l'eau ruisselle et s'infiltré sous la glace. Elle contribue à lubrifier le socle de la calotte et favorise l'avancée des glaciers dans la mer », explique Konrad Steffen (université du Colorado). Cet « écroulement » serait responsable « d'une perte annuelle de masse d'environ 100 milliards de tonnes

de glace, alors que la fonte en elle-même ne compte que pour une perte de 30 milliards de tonnes de glace ».

Or ce phénomène n'a pas été pris en compte dans les dernières estimations du GIEC, qui prévoient une élévation du niveau des mers de 18 à 59 cm d'ici à 2100. Pourquoi ? « Simplement parce que les modèles mathématiques capables de prévoir

l'évolution du phénomène dans le futur n'ont pas encore été développés, explique Raymond Pierrehumbert (université de Chicago). La plupart des glaciologues considèrent désormais que les estimations du GIEC sont un minimum absolu. Il est certain que la réalité dépassera ces projections. »

Au cours d'une conférence sur le réchauffement rapide de

l'Arctique, Mark Serreze (National Snow and Ice Data Center, Boulder, Colorado) a insisté sur les différences relevées entre les prévisions et les mesures du réchauffement aux hautes latitudes. Il estime ouverte la question de savoir s'il restera en 2030, en été, le moindre morceau de glace dans l'océan Arctique. ■

STÉPHANE FOUCAUT

En 2007, la surface glaciaire du Groenland ayant fondu au-dessus de 2000 m a été supérieure de 150 % à la moyenne mesurée entre 1988 et 2006

Un rassemblement de 15 000 scientifiques

SAN FRANCISCO (Californie)
ENVOYÉ SPÉCIAL

Le congrès d'automne de l'American Geophysical Union (AGU), qui se tient du 10 au 14 décembre à San Francisco (Californie), célèbre sa quarantième année d'existence en affichant une affluence record. Près de 15 000 chercheurs sont rassemblés pour cette manifestation, la plus importante consacrée à la planétologie ainsi qu'aux sciences de la terre et du climat. La foule est hétéro-

clite. On n'y entend guère que l'anglais, mais mâtiné de tous les accents. On y rencontre des mandarins cravatés et des étudiants en baskets. On y croise des chercheurs déplaçant une poussette ou portant un nourrisson dans leur porte-bébé.

On peut aussi y apercevoir le géophysicien français et ancien ministre de la recherche Claude Allègre, grand contempteur de l'importance donnée aux sciences du climat, mais également James Hansen, de la NASA, qui compte

parmi les climatologues aux prévisions les plus alarmantes.

Le congrès a « sa vie propre », dit Harvey Leifert, ancien directeur de la communication de l'AGU. « En 1998, les sessions se déroulaient en sous-sol lorsqu'il y a eu une coupure générale d'électricité dans la ville, raconte M. Leifert. Le générateur du centre s'est mis en route et tout a continué. Absolument personne ne s'était rendu compte que, dehors, tout s'était arrêté. » ■

S. FO.

Réduction des gaz à effet de serre : les pays en développement rallient l'Europe

NUSA DUA (Bali, Indonésie)

ENVOYÉ SPÉCIAL

La conférence de Bali sur le changement climatique appellera-t-elle à réduire les émissions de gaz à effet de serre des pays développés « de 25 % à 40 % en 2020 par rapport à 1990 » ? Cette question est au centre des discussions qui doivent se poursuivre jusqu'à la soirée du vendredi 14 décembre, une prolongation nocturne n'étant pas exclue. Ces chiffres sont inscrits dans le préambule du brouillon de la décision finale, diffusé jeudi.

L'Union européenne, qui défend cet objectif de réduction de 25 % à 40 %, a reçu le soutien des pays en développement, regroupés dans un « Groupe des 77 + la Chine ». Le porte-parole de ce groupe, le Pakistanais Munir Akram, a indiqué que cette référence chiffrée « est

le résultat le plus important que nous souhaitons voir sortir de la conférence de Bali ».

Les Etats-Unis, eux, y restent opposés : selon Paula Dobriansky, qui dirige leur délégation, adopter cet objectif serait « préjuger » du résultat du processus de négociations que les pays doivent engager à Bali et conclure en 2009. De plus, ces chiffres lui semblent « totalement irréalistes pour de nombreux pays ».

La discussion finale s'annonce difficile, alors que deux autres dossiers restent ouverts : l'accord sur les forêts est presque acquis, mais se heurte à une demande de l'Inde d'y intégrer les réserves naturelles ; et l'accord sur les transferts de technologie, demandé vivement par les pays en développement, est bloqué par les Etats-Unis. ■

HERVÉ KEMPF

Doc. 3 (suite)

5

Réchauffement climatique

La négociation mondiale s'est amorcée

La lutte contre le réchauffement climatique a franchi une étape en 2007. Réunis à Bali (Indonésie) du 3 au 14 décembre 2007 sous l'égide des Nations unies, les quelque deux cents pays participant à la 13^e conférence mondiale sur le climat se sont donné deux ans pour trouver un successeur au protocole de Kyoto – le seul instrument international permettant jusqu'à présent d'encadrer les émissions de gaz à effet de serre (GES), responsables du réchauffement – qui expire le 31 décembre 2012.

Pour la première fois, pays en développement et pays industrialisés travailleront en commun sur cette feuille de route devant aboutir à des décisions au plus tard au sommet de Copenhague en décembre 2009. Les Etats-Unis, seul pays riche à ne pas avoir ratifié le protocole de Kyoto, ont accepté de rejoindre le cadre onusien. Ce qui ne les empêchera pas de continuer à pousser une diplomatie parallèle comme ils en ont pris l'initiative dans le courant de l'année en réunissant à Washington les seize principaux pays émetteurs de GES.

La participation américaine a cependant un prix : l'absence de référence à tout objectif contraignant. Le texte de Bali souligne ainsi l'urgence d'une action internationale face au réchauffement mais, contrairement à ce que réclamaient les Européens, il ne donne aucun détail sur l'ampleur des efforts à entreprendre. La mention – en bas de page – des travaux du GIEC (Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat) laisse cependant entrevoir l'importance du chemin à parcourir.

Les rapports de ce groupe composé de plusieurs centaines de scientifiques issus de tous pays – et couronné par le prix Nobel de la paix conjointement avec l'ancien vice-président américain Al Gore – ont largement contribué à

faire progresser la connaissance du réchauffement et de ses enjeux. Et ce faisant, à accélérer la prise de conscience qu'une action est devenue urgente.

La publication de leurs rapports est devenue un événement diffusé mondialement et, s'il existe encore quelques voix discordantes venant contester les conclusions avancées, celles-ci sont plus généralement considérées comme le consensus formulé de façon indépendante par les meilleurs spécialistes du climat.

Que disent-ils ? Premièrement, que le réchauffement est inéluctable et qu'« avec un très haut degré de confiance », selon l'expression consacrée par les scientifiques – autrement dit à plus de 90 % –, l'activité humaine en est la cause. Les experts anticipent une remontée des températures moyennes comprise entre 1,1°C et 6,4°C d'ici à la fin du siècle selon les efforts qui seront entrepris pour maîtriser les concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Le niveau des océans augmenterait dans une fourchette comprise entre 18 et 59 centimètres.

Pour prévenir les conséquences d'un tel bouleversement – modification des régimes pluviométriques et par ricochet des potentialités agricoles, poussée de la désertification en certains endroits, inondations et immersions permanentes des terres dans d'autres –, le GIEC suggère une action vigoureuse.

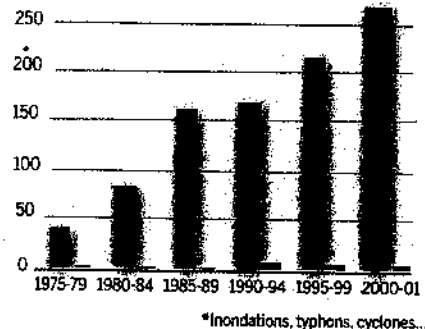
Afin de contenir l'élévation des températures à 2°C, seuil au-delà duquel les conséquences du réchauffement deviendraient très difficiles à contrôler, il faudrait selon eux parvenir à une réduction des émissions de GES comprise entre 25 % et 40 % en 2020 par rapport à 1990 pour les pays industrialisés. Les pays en développement devraient eux aussi consentir à faire des efforts substantiels. C'est à cet objectif que ren-

Des conséquences dramatiques

NOMBRE DE VICTIMES DE DÉSASTRES HYDROMÉTÉOROLOGIQUES* en millions par an

■ Pays en voie de développement

■ OCDE, Europe centrale, Europe de l'Est et CEI



*Inondations, typhons, cyclones...

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain

■ Le nombre de victimes des accidents climatiques s'accroît, surtout dans les pays en développement.

voie discrètement le texte adopté à Bali, et on comprend qu'il effraie les pays déjà réticents au protocole de Kyoto. Celui-ci n'envisage en effet qu'une réduction de 5 % d'ici à 2012.

La tâche qui attend les négociateurs du climat n'est donc pas aisée. Depuis 1990, les pays industriels ayant ratifié Kyoto – ils représentent 20 % de la population mondiale et moins de la moitié des

Plus d'un milliard d'arbres replantés

Plus de 1,6 milliard d'arbres ont été plantés en 2007 grâce à la campagne « Plantons pour la planète » lancée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) avec le Prix Nobel de la paix Wangari Maathai, dont le Mouvement de la ceinture verte soutient depuis longtemps des actions de reforestation en Afrique. L'objectif du milliard d'arbres que s'étaient fixé les initiateurs du projet est ainsi largement dépassé. Au palmarès des pays ayant répondu à l'appel, l'Éthiopie arrive en tête avec plus de 700 millions de plants sur tout le territoire, suivie par le Mexique (217 millions), la Turquie (150 millions), le Kenya (100 millions)...

Cette statistique impressionnante reflète cependant mal la singularité de cette campagne, dont le succès tient davantage à de petits gestes individuels qu'à de grands programmes nationaux. Sauf dans le cas de l'Éthiopie, dont l'effort exceptionnel

coïncide avec la célébration de l'entrée dans le troisième millénaire en vertu du calendrier julien qui est le sien. Au total, plus de la moitié des dons proviennent de modestes anonymes.

Les organisations non gouvernementales ont profité du mouvement. En rejoignant la bannière des Nations unies, elle ont récolté de nouveaux financements. SOS Sahel, qui cible ses interventions sur la protection des cultures maraichères, a par exemple pu engager le reboisement des dunes des Niayes entre Dakar et Saint-Louis (Sénégal). En Indonésie, Planète Urgence s'est engagée dans la reconstitution de la mangrove dévastée par le tsunami de 2004.

Tous ces efforts mis bout à bout sont cependant encore loin d'être à l'échelle de la déforestation observée à travers le monde. Si, au cours des dernières années, les grandes campagnes de replantation menées notamment par la Chine ont permis d'en freiner le rythme, il disparaît chaque année encore

7,3 millions d'hectares boisés, selon les derniers chiffres des Nations unies. La contraction de ces « puits à carbone » que sont les forêts contribue ainsi davantage aux émissions mondiales de gaz à effet de serre que le secteur du transport.

Pour compenser le nombre d'arbres perdus au cours de la décennie écoulée, il faudrait planter 130 millions d'hectares, soit l'équivalent de la superficie du Pérou, ou encore 14 milliards d'arbres pendant dix années consécutives. Si l'Europe et l'Asie voient globalement leurs surfaces forestières gagner du terrain, l'Amérique latine et surtout l'Afrique subissent un mouvement inverse. L'extension des zones agricoles en est la principale raison, avec les coupes pour se procurer du bois d'œuvre et du bois de chauffe. Fort de son succès, le PNUE a annoncé que sa campagne pour « 1 milliard d'arbres » serait reconduite en 2008 et 2009. ■

L. C.

GES rejetés annuellement – ont enregistré une hausse de 30 % de leurs émissions depuis 1990. Si le fait du réchauffement est maintenant largement admis par les dirigeants de la planète, les remèdes préconisés pour traiter le mal divergent.

Deux questions se posent : jusqu'où les pays industrialisés sont-ils prêts à aller pour reformuler rapidement leurs économies et se « désintoxiquer » des énergies fossiles, émettrices de CO₂ ? Quelle part du fardeau les pays en développement, et surtout les pays émergents en passe de figurer parmi les plus gros émetteurs, accepteront-ils d'endosser ?

A la première question, les Européens ont répondu de la façon la plus volontariste. En mars 2007, le Conseil européen a adopté une nouvelle stratégie baptisée des trois « 20 » : réduire de 20 % les émissions de l'Union d'ici à 2020, porter à 20 % la part des énergies renouvelables et améliorer de 20 % l'efficacité énergétique. Les Européens se sont dits prêts à aller plus loin si d'autres pays industrialisés s'engageaient sur la

Quoi qu'il en soit, cette vision « technologique » est partagée par les grands pays émergents, Chine, Inde, Corée du Sud... qui ne souhaitent pas payer la facture d'un réchauffement dont la responsabilité ne peut jusqu'à présent leur être imputée.

Pour adhérer à une discipline mondiale à partir de 2012, ils posent donc une condition, rappelée avec force à Bali : que les pays industrialisés transfèrent massivement leurs technologies propres. Jusqu'à présent, ces transferts s'organisent pour l'essentiel au travers des Mécanismes de développement propre. Les MDP, prévus par Kyoto, permettent à des entreprises ou à des pays occidentaux de financer à moindre coût des projets générant des réductions d'émissions.

En échange de ces économies d'énergie, ils reçoivent des « crédits d'émissions » qu'ils pourront soit monnayer sur un marché d'émissions, tel le marché européen, ou plus simplement utiliser pour atteindre leurs propres objectifs. Mais à ce jour, ce dispositif reste marginal par rapport aux enjeux à relever.

Les pays industrialisés sont-ils prêts à se « désintoxiquer » des énergies fossiles ?

même voie. Le passage des engagements aux actes n'est cependant pas sans provoquer des tiraillements au sein des Vingt-sept.

Ainsi, au moment de faire adopter les nouvelles normes de construction des véhicules automobiles ramenant les rejets de CO₂ à 120 grammes par kilomètre en 2012 contre 160 grammes en moyenne aujourd'hui, la Commission a dû affronter l'hostilité de la France et de l'Allemagne.

Ces deux pays, qui prétendent devenir les champions d'un New Deal écologique, ont mis en avant les intérêts de leurs industriels.

En Australie, la chute du gouvernement conservateur, en décembre, laisse espérer une attitude constructive du nouveau premier ministre travailliste, Kevin Rudd. A peine investi, son premier acte de gouvernement a été de ratifier le protocole de Kyoto. Dans la mouvance des Etats-Unis, l'Australie, le Japon et le Canada restent toutefois réticents à l'adoption de cibles trop ambitieuses, susceptibles de mettre à mal la croissance économique.

Avant de réduire leur consommation d'énergie, ils veulent pouvoir miser sur l'innovation technologique pour imaginer des produits propres – éoliennes, agrocarburants de seconde génération, panneaux solaires... – ou parvenir à capturer le CO₂ lors de la combustion des énergies fossiles. Le monde a-t-il le temps d'attendre que ces technologies soient opérationnelles avant d'agir ? C'est un autre point de débat.

L'année 2007 s'achève au moins sur une certitude : les mécanismes de marché – MDP, bourse d'échanges de quotas de CO₂ – mis en œuvre pour réguler les émissions de gaz polluants ont de bonnes chances de survivre à l'après-2012. C'est bien le signal qu'attendait la communauté des affaires pour continuer à investir dans une « économie décarbonée » que le niveau record des prix du pétrole rend plus attractive.

A la veille de Bali, 150 multinationales parmi lesquelles Shell, Coca-Cola, Unilever, Suez... ont demandé l'instauration de plafonds d'émissions qui soient à la hauteur des recommandations du GIEC. « Il est maintenant clair qu'attendre encore pour passer à l'action coûtera beaucoup plus cher que d'agir maintenant », écrivait ce collectif de patrons influents à la veille de la conférence. Dans une récente étude, l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estimait à 0,1 % du PIB mondial l'investissement qu'il faudrait réaliser chaque année d'ici à 2050 pour contenir le réchauffement de la planète à 2°C à la fin du siècle.

A la veille du processus de négociation qui s'ouvre pour deux ans, de nombreuses inconnues demeurent. L'attitude qu'adopteront les Etats-Unis, premier émetteur de la planète, fera sans conteste partie des plus déterminantes. Mais il est fort probable qu'il faille attendre l'issue de la prochaine élection présidentielle en novembre 2008 pour pouvoir dissiper cette interrogation. ■

Laurence Caramel

Un impact inégal

Tous les pays ne sont pas égaux devant le réchauffement climatique. Les travaux du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et ceux du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont confirmé que les pays les plus pauvres seraient les premières victimes du phénomène. Alors qu'ils contribuent pour une part infime – moins de 1 % – au total mondial des émissions de gaz à effet de serre. Les inondations, les tempêtes ou la sécheresse ont touché plus d'un milliard de personnes entre 2000 et 2004, soit plus du double que dans la première moitié de la décennie 1980. Dans 98 % des cas, ces personnes vivaient dans des pays en développement.

A côté des accidents climatiques extrêmes, la lente dégradation du milieu naturel se traduit par un appauvrissement de la biodiversité et l'est de handicaps supplémentaires ces pays engagés dans de difficiles stratégies de lutte contre la pauvreté. En Afrique subsaharienne, principale région concernée avec quelques pays d'Asie comme le Bangladesh, la bataille du développement devient celle de l'environnement. Dans les discours, ce n'est pas totalement nouveau.

Depuis le sommet des Nations unies à Johannesburg en 2002, le développement durable s'est même officiellement hissé parmi les priorités de la communauté internationale. Dans la pratique, la réalité est autre. Les bailleurs et les gouvernements du Sud, tout occupés à mobiliser de maigres ressources pour construire routes, écoles et hôpitaux, considèrent la protection de l'environnement comme une priorité secondaire. L'examen des politiques de dix agences de coopération bilatérales – représentant deux tiers environ de l'assistance internationale – montre que 0,2 % des projets financés entre 2001 et 2005 ont pris explicitement en compte le changement climatique. Or, au Bangladesh ou au Népal, l'OCDE estime que plus de la moitié des projets financés par l'aide sont vulnérables aux effets du réchauffement.

Le PNUD évalue à 86 milliards de dollars (59 milliards d'euros) par an la somme nécessaire au financement des programmes d'adaptation des pays pauvres aux effets du réchauffement. Presque autant que l'aide au développement. Faute de quoi les progrès réalisés pour réduire la pauvreté – un engagement pris par la communauté internationale lors de l'adoption des Objectifs du millénaire – risqueraient d'être compromis. Lors de la conférence sur le climat à Bali en décembre, la communauté internationale a fait un petit pas en confortant le fonds d'adaptation pour aider les pays pauvres à faire face aux conséquences du réchauffement. Celui-ci recevra 2 % des sommes investies chaque année dans le cadre des mécanismes de développement propre (MDP) prévus par le protocole de Kyoto pour financer des projets économes en émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement. Entre 0,5 et 1 milliard de dollars pourrait ainsi être mobilisé chaque année. Le Fonds sera cogéré par la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial. ■

I. C.

58

C'est le nombre de fonds d'investissement dédiés à la réduction des émissions des gaz à effet de serre dans le monde. Ils financent en majorité des projets économes en énergie dans les pays en développement. Le premier a été créé en 1999 par la Banque mondiale.

Réchauffement planétaire: la famine menacerait l'Afrique et l'Asie du Sud

Il y a 3 jours

WASHINGTON (AFP) — Le réchauffement climatique pourrait menacer de 2030 des dizaines de millions de pauvres vivant dans certaines régions d'Asie en entraînant une forte réduction de la production de leurs principales cultures, mettent en garde jeudi des experts américains.

Une grande majorité du milliard de personnes pauvres de la planète dépendent de l'agriculture pour sa subsistance, explique David Lobell, du programme de recherche sur la sécurité alimentaire et l'environnement de l'Université Stanford en Californie (ouest).

"Comprendre où ces changements du climat présentent la plus grande menace pour les cultures, et à quelle échéance, est essentiel pour adapter nos efforts afin de combattre la famine et la pauvreté au cours des deux prochaines décennies", dit cet expert dont l'étude paraît dans la revue Science datée du 1er février.

"L'agriculture est l'une des activités humaines qui malheureusement est la plus vulnérable aux changements climatiques", ajoute dans un communiqué l'auteur principal de cette étude.

Les températures et précipitations sont les facteurs clés affectant le rendement des récoltes.

Pour déterminer l'impact du réchauffement sur l'agriculture dans douze régions du monde, les auteurs ont analysé vingt modèles informatiques de changement climatique.

Ils ont conclu que la température moyenne pourrait augmenter d'un degré Celsius dans la plupart des zones géographiques étudiées, tandis que les précipitations pourraient diminuer de façon saisonnière dans certains endroits, dont l'Asie du Sud, l'Afrique septentrionale, l'Amérique centrale et le Brésil, pourraient nettement diminuer.

Leur analyse révèle plus particulièrement deux points où les impacts du changement climatique sur l'agriculture risquent d'être les plus sévères: il s'agit du sud de l'Afrique et de l'Asie.

Le sud de l'Afrique pourrait ainsi perdre plus de 30% de sa production de maïs, principale récolte, au cours des vingt prochaines années, tandis que l'Indonésie et le Vietnam verraient leurs principales cultures (millet, maïs et riz) diminuer d'au moins 10%.

"Nous avons été surpris de l'ampleur et de la rapidité de l'impact du changement climatique sur l'agriculture de ces régions", note Marshall Burke, chercheur à l'Université Stanford et co-auteur de ces travaux.

"Pour les petits agriculteurs très pauvres, de telles pertes pourraient aisément les condamner à la famine", souligne-t-il.

En analysant systématiquement à travers toutes ces régions du monde un grand nombre de récoltes et de leur importance, "nous espérons aider à établir des priorités dans les investissements nécessaires pour répondre à cette menace", ajoute le chercheur.

Bien que des adaptations relativement peu coûteuses comme semer plus tôt dans la saison, ou remplacer les variétés de cultures, puissent limiter les effets du changement climatique, des mesures plus coûteuses sont toutefois nécessaires pour affronter ces problèmes, insistent les auteurs de cette recherche.

Ils citent la mise au point de nouvelles variétés de cultures et le développement de l'irrigation, des projets qui requièrent d'importants investissements par les

gouvernements et des organisations internationales de développement.

Cette étude est publiée à un moment opportun puisque la communauté internationale des donateurs recommence à investir dans la productivité agricole des pays en développement, relève Rosamond Naylor de l'Université Stanford et une des auteures de l'étude.

Cette recherche relève aussi qu'un petit nombre de régions en développement, dont les zones de cultures du blé en Chine, pourraient bénéficier à court terme du réchauffement climatique.

Doc. 5